



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CEMEX GRANULATS**

63 rue d'emeraïville  
batiment C  
77420 Champs-Sur-Marne

Références : E 242535  
Code AIOT : 0006506565

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement CEMEX GRANULATS implanté au lieu-dit « La Muette » 77126 Courcelles-en-Bassée. L'inspection a été annoncée le 30/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEMEX GRANULATS
- LA MUETTE 77133001 77126 Courcelles-en-Bassée
- Code AIOT : 0006506565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière située en rive droite de la Seine a été initialement autorisée par l'arrêté préfectoral 95DAE2M009 du 23 février 1995 pour une durée de 20 ans sur des terrains de Courcelles-en-Bassée et Marolles-sur-Seine.

Un récolement partiel est intervenu sur une petite surface boisée au Nord.

L'arrêté préfectoral du 25 juillet 2014 permet une extension, un renouvellement pour 25 ans, le remblaiement du seul secteur des pâtures communales par des terres inertes amenées uniquement par voie d'eau et le dépôt dans la carrière sous la rubrique 2517 de calcaires provenant d'autres

sites et destinés aux installations de traitement situées en rive gauche de la Seine dans une autre emprise "carrière" (autre aiot).

#### Thèmes de l'inspection :

- Conditions d'exploitation

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article IV-1	Sans objet
2	Garanties financières	AP Complémentaire du 06/02/2024, article 2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article Plan de phasage	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière se poursuit selon le plan de phasage prévu.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article IV-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution de l'air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.</p> <p>Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.</p> <p>Les véhicules sortant de la carrière ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique.</p>
<p><b>Constats 2023 :</b></p> <p>La carrière de Courcelles/Marolles reçoit de l'ordre d'un train par jour de matériaux calcaires destinés aux installations situées en rive gauche de la Seine. Le déchargement d'un train dure une demi-journée.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate que le déchargement du train génère beaucoup de poussières, à chaque étape. Il n'y a pas de dispositifs pour abattre les poussières.</p> <p>L'exploitant expose que le calcaire qu'il reçoit d'une carrière du groupe contient beaucoup d'éléments fins. L'inspection l'invite à trouver rapidement une solution sous 4 mois, par exemple en réduisant le taux de fines à la source.</p> <p>Pour mémoire et sans tenir compte des déchargements de trains, la carrière a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n° 2021 DRIEAT UD 77 129 invitant l'exploitant à déterminer l'ensemble des actions de réduction progressive des émissions atmosphériques de poussières pouvant être mises en œuvre en urgence lors d'une procédure d'alerte pour une pollution atmosphérique aux particules en suspension de diamètre inférieur ou égal à 10 micromètres.</p> <p>Par lettre du 5 novembre 2021 l'exploitant proposait de réduire la vitesse de circulation des engins et d'arroser les pistes avec un dispositif fixe muni d'un cycle d'arrosage.</p> <p>L'inspection constate lors de la visite que ces dispositifs ne sont pas en place.</p> <p><b>Constat 2024:</b></p> <p>Comme annoncé par son courrier du 18 janvier 2024, l'exploitant a mis en place un système de rabattement de poussières sur la sauterelle de mise en stock du calcaire.</p> <p>L'exploitant propose de remplacer le système fixe d'arrosage des pistes (toujours pas en place) par un arrosage des pistes par un véhicule.</p> <p>Cette proposition est acceptée par l'inspection.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer d'avoir à disposition le véhicule permettant d'arroser les pistes en périodes sèches.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/02/2024, article 2.1				
<b>Thème(s) :</b> Autre, Respect des paramètres S1, S2 et L				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
Le montant de référence des garanties financières TTC est établi comme suit :				
Période	S1 (ha)	S2 (ha)	L (m)	Montant de référence CR TTC pour la remise en état de la carrière
Du 25 juillet 2024 au 24 juillet 2029	10	44	4500	2595227 €
<b>Constats :</b>				
Le plan de situation 2023 de la carrière indique: S1= 8 ha 70 a 45 ca, S2= 43 ha 32 a 09 ca, et L= 3737 m Les paramètres S1, S2, et L sont respectés.				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				

**N° 3 : Conditions d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article Plan de phasage
<b>Thème(s) :</b> Autre, Respect du phasage d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>
Plan de phasage joint à l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2014.
<b>Constats :</b>
L'exploitation de la carrière progresse un peu plus lentement que prévu mais le phasage est respecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite